



Le Quotidien

Statistique Canada

Le mardi 6 mai 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, mars 2008

2

Les intentions de construction au Canada ont continué à ralentir. En raison d'une baisse marquée en Alberta, la valeur totale des permis de bâtir au Canada a chuté de 4,5 % en mars et s'est fixée à 5,6 milliards de dollars. Il s'agit d'une quatrième baisse observée en cinq mois. Il y a eu un fléchissement dans les secteurs résidentiel et non résidentiel en mars.

Investissement direct étranger, 2007

6

Le niveau des investissements directs étrangers au Canada a enregistré la plus forte progression en huit ans, sous l'impulsion d'une vague ininterrompue d'acquisitions par des investisseurs étrangers, particulièrement dans des secteurs industriels basés sur les ressources. Parallèlement, les actifs des investisseurs directs canadiens ont diminué malgré d'importants flux d'investissements d'entreprises canadiennes en 2007. La hausse du dollar canadien par rapport aux principales devises étrangères a entraîné une diminution des avoirs en dollars canadiens des investissements directs à l'étranger à la fin de l'année.

Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et autres activités liées à l'immobilier, 2006

10

Services de design spécialisé, 2006

10

Personnel affecté à la recherche et au développement, 1996 à 2005

11

Nouveaux produits

12



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Communiqués

Permis de bâtir

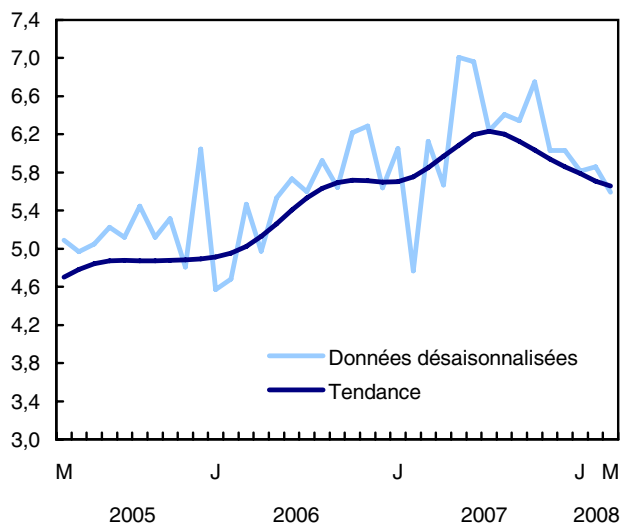
Mars 2008

Les intentions de construction au Canada ont continué à ralentir. En raison d'une baisse marquée en Alberta, la valeur totale des permis de bâtir au Canada a chuté de 4,5 % en mars et s'est fixée à 5,6 milliards de dollars. Il s'agit d'une quatrième baisse observée en cinq mois. Il y a eu un fléchissement dans les secteurs résidentiel et non résidentiel en mars.

La valeur totale des permis a atteint 17,3 milliards de dollars au premier trimestre de 2008. Il s'agit d'une baisse de 8,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2007, soit une troisième baisse trimestrielle consécutive.

La valeur totale des permis suit une tendance à la baisse

milliards de \$



Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières.

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple, les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

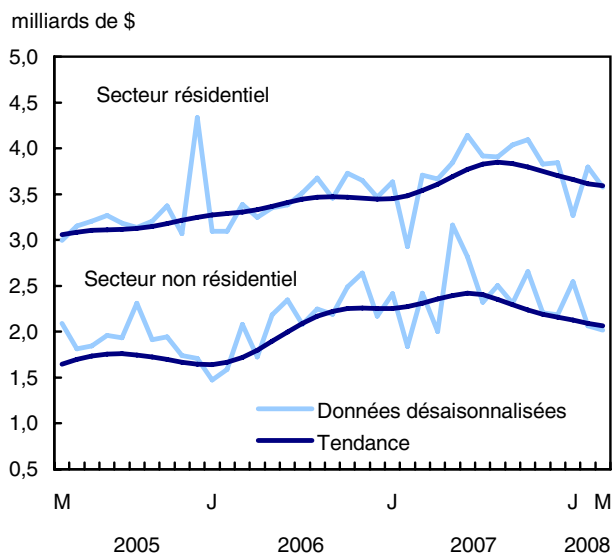
Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa-Gatineau est divisée en deux régions, soit Ottawa-Gatineau (partie Québec) et Ottawa-Gatineau (partie Ontario).

Les intentions de construction continuent à s'amoindrir dans le secteur de l'habitation

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir a diminué de 5,7 % pour se fixer à 3,6 milliards de dollars. Il s'agit de sa deuxième valeur la plus faible observée en 13 mois. Elle s'explique par une diminution de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux (-7,8 %) et unifamiliaux (-4,4 %).

Le nombre de logements multifamiliaux dont on a approuvé la construction a augmenté de 4,6 %, tandis que le nombre de logements unifamiliaux a diminué de 8,5 % en mars. Cela était conforme à la tendance générale observée au cours des cinq dernières années, au cours de laquelle la demande s'est déplacée des maisons unifamiliales plus dispendieuses aux logements multiples plus abordables. Le nombre total de logements résidentiels dont on a approuvé la construction suit une tendance à la baisse depuis l'été 2007.

Les permis résidentiels et non résidentiels diminuent



Les permis de construction industrielle et institutionnelle font ralentir le secteur non résidentiel

La valeur des permis de construction non résidentielle a chuté de 2,4 % pour se fixer à 2,0 milliards de dollars, soit un niveau qui n'avait pas été atteint depuis avril 2007. Les intentions ont atteint un sommet dans cette composante en mai et en juin 2007.

Dans le domaine industriel, la valeur des permis a chuté de 21,9 % pour se fixer à 318 millions de dollars, soit une troisième baisse enregistrée en quatre mois. Il s'agit du niveau le plus faible noté depuis février 2007. Ce résultat s'explique par des diminutions dans les projets de bâtiments de services publics.

À la suite d'une baisse de 32,3 % inscrite en février, la composante institutionnelle a ralenti de 4,7 % pour se fixer à 454 millions de dollars, principalement en raison d'une diminution dans les projets d'immeubles à vocation médicale.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a augmenté de 5,3 % et a atteint 1,2 milliard de dollars, en raison de hausses enregistrées dans divers types de bâtiments, comme les entrepôts, les hôtels, les restaurants, les bâtiments de loisirs, et les magasins de gros et de détail.

Dans l'ensemble, la tendance de la valeur des permis de chacune des trois composantes non résidentielles est en baisse depuis la dernière moitié de 2007.

Quatre provinces voient la valeur de leurs permis de construction diminuer

Parmi les provinces, c'est l'Alberta qui a enregistré la plus forte baisse en mars (-32,9 %). Cette réduction a eu un effet considérable sur les résultats généraux. Si on exclut l'Alberta, la valeur des permis de bâtir aurait augmenté de 5,1 % plutôt que de diminuer de 4,5 % à l'échelle nationale. En raison de replis marqués à la fois dans le secteur résidentiel et dans le secteur non résidentiel, la valeur totale des intentions de construction s'est établie sous la barre du milliard de dollars pour la première fois en 13 mois.

La valeur cumulative des permis pour la période de janvier à mars en Alberta a atteint 3,7 milliards de dollars, soit 3,8 % de moins qu'au quatrième trimestre de 2007. Il s'agit d'une troisième baisse trimestrielle consécutive. Ce résultat est inférieur de 19,2 % au sommet atteint au deuxième trimestre de 2007.

Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick et le Manitoba ont aussi affiché des diminutions en mars.

La plus forte hausse (en dollars) s'est produite en Ontario (+7,3 %, valeur totale de 2,1 milliards de dollars), où une hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux a plus qu'effacé une cinquième baisse en six mois dans le secteur non résidentiel.

La Saskatchewan et le Québec ont également affiché des hausses appréciables, grâce en grande partie aux permis de construction non résidentielle.

Par ailleurs, en Saskatchewan, la valeur des permis de construction résidentielle en mars a été inférieure de seulement 1,1 % au sommet de 96 millions de dollars qu'elle avait atteint en décembre 2007. La forte demande de logements en Saskatchewan subit l'influence positive d'une économie dynamique et d'une forte migration interprovinciale. Au Québec, la valeur des permis de construction résidentielle a chuté pour se fixer à 647 millions de dollars, soit son plus faible niveau observé en 13 mois.

Tandis que la valeur totale des permis a augmenté en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse, elle est demeurée à un niveau inférieur de près de 10 % à la moyenne mensuelle inscrite en 2007 dans ces deux provinces.

La demande de logements neufs ralentit à Calgary et à Montréal

Dans l'ensemble, 11 des 34 régions métropolitaines de recensement ont affiché une baisse en mars. Les plus fortes régressions (en dollars) ont été enregistrées à Calgary, à Edmonton et à Montréal.

À Calgary, cette baisse provient en grande partie du secteur résidentiel. Le nombre de logements neufs

approuvés en mars (692) a atteint son plus faible niveau depuis juillet 2000.

À Montréal, les 1 536 logements résidentiels neufs approuvés constituent le plus faible nombre enregistré depuis décembre 2002.

À Edmonton, la baisse provient d'une régression dans le secteur non résidentiel, après que cette composante a atteint un niveau presque record en février.

En revanche, la valeur totale des permis à Kitchener a atteint un nouveau sommet, se chiffrant à 144 millions de dollars, grâce à d'excellents résultats dans les composantes résidentielle et non résidentielle.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de mars 2008 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-XWF, gratuite) paraîtra bientôt.

Le communiqué sur les estimations des permis de bâtir d'avril sera diffusé le 5 juin.

Pour commander des données, communiquez avec Jasmine Gaudreault au 613-951-6321 ou composez sans frais le 1-800-579-8533 (*bdp_information@statcan.ca*). Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087, Division de l'investissement et du stock de capital.

Valeur des permis de bâtir, selon la région métropolitaine de recensement¹

	Février 2008 ^r	Mars 2008 ^p	Février à mars 2008	Janvier à mars 2007	Janvier à mars 2008	Janvier-mars 2007 à janvier-mars 2008
Données désaisonnalisées						
	millions de \$		variation en %	millions de \$		variation en %
St. John's	48,6	33,5	-31,2	75,4	107,3	42,3
Halifax	45,1	52,5	16,4	80,5	135,4	68,2
Moncton	8,1	16,3	101,7	39,1	46,6	19,1
Saint John	15,4	15,8	2,7	70,0	43,7	-37,6
Saguenay	8,4	22,2	165,4	22,0	35,4	60,9
Québec	140,2	157,5	12,3	343,6	376,9	9,7
Sherbrooke	27,6	52,2	88,7	63,8	103,5	62,2
Trois-Rivières	15,3	15,2	-0,4	53,8	54,3	1,0
Montréal	483,3	420,1	-13,1	1 491,7	1 419,6	-4,8
Ottawa-Gatineau, Ontario/Québec	142,8	199,6	39,8	678,6	579,1	-14,7
Ottawa-Gatineau (partie Québec)	25,9	48,4	87,0	135,5	105,8	-21,9
Ottawa-Gatineau (partie Ontario)	116,9	151,1	29,3	543,1	473,2	-12,9
Kingston	8,1	18,7	129,5	52,9	32,9	-37,8
Peterborough	2,0	13,5	563,0	17,7	18,5	4,7
Oshawa	38,2	69,6	82,1	177,0	165,9	-6,3
Toronto	875,6	1 018,6	16,3	3 106,3	3 171,8	2,1
Hamilton	242,9	206,3	-15,1	294,3	545,5	85,3
St. Catharines-Niagara	22,9	33,8	47,3	94,7	99,5	5,1
Kitchener	42,6	144,0	237,9	181,3	247,2	36,3
Brantford	7,5	14,4	92,8	36,6	34,8	-4,8
Guelph	32,9	12,8	-61,1	67,5	70,9	5,0
London	100,4	40,9	-59,2	179,7	292,4	62,8
Windsor	9,6	12,2	27,2	64,2	36,6	-43,0
Barrie	63,2	21,9	-65,4	64,9	107,0	64,9
Grand Sudbury	11,8	13,0	10,4	131,9	51,2	-61,2
Thunder Bay	1,8	9,7	454,7	20,1	17,1	-14,7
Winnipeg	71,5	74,1	3,5	232,6	216,8	-6,8
Regina	29,9	51,3	71,5	66,9	102,3	52,9
Saskatoon	39,3	42,4	8,0	143,5	135,3	-5,7
Calgary	608,1	333,7	-45,1	1 339,7	1 361,2	1,6
Edmonton	312,9	246,8	-21,1	965,4	900,4	-6,7
Kelowna	83,7	63,4	-24,3	205,5	222,0	8,0
Abbotsford	22,3	43,8	96,2	89,4	111,2	24,5
Vancouver	443,6	471,0	6,2	1 618,7	1 339,8	-17,2
Victoria	74,2	72,5	-2,3	290,4	200,7	-30,9

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Valeur des permis de bâtir, selon la province et le territoire

	Février 2008 ^r	Mars 2008 ^p	Février à mars 2008	Janvier à mars 2007	Janvier à mars 2008	Janvier-mars 2007 à janvier-mars 2008
Données désaisonnalisées						
	millions de \$		variation en %	millions de \$		variation en %
Canada	5 860,6	5 595,2	-4,5	16 943,5	17 271,0	1,9
Résidentiel	3 794,1	3 577,7	-5,7	10 271,4	10 640,4	3,6
Non résidentiel	2 066,5	2 017,4	-2,4	6 672,1	6 630,6	-0,6
Terre-Neuve-et-Labrador	63,9	54,2	-15,2	121,9	162,6	33,3
Résidentiel	58,3	45,8	-21,5	82,9	142,2	71,5
Non résidentiel	5,6	8,4	50,9	39,1	20,4	-47,8
Île-du-Prince-Édouard	10,6	15,0	41,8	36,7	34,0	-7,4
Résidentiel	7,3	7,8	7,3	29,5	20,0	-32,1
Non résidentiel	3,3	7,2	118,2	7,3	14,0	93,0
Nouvelle-Écosse	91,1	97,2	6,6	216,3	265,3	22,7
Résidentiel	78,6	63,1	-19,7	152,6	208,5	36,6
Non résidentiel	12,5	34,1	171,8	63,7	56,9	-10,7
Nouveau-Brunswick	58,4	58,3	-0,2	220,8	181,8	-17,7
Résidentiel	40,4	32,5	-19,6	108,7	111,7	2,8
Non résidentiel	18,0	25,8	43,2	112,1	70,1	-37,5
Québec	973,0	999,0	2,7	2 898,9	2 953,3	1,9
Résidentiel	707,1	646,9	-8,5	1 902,3	2 031,0	6,8
Non résidentiel	266,0	352,1	32,4	996,6	922,3	-7,5
Ontario	1 998,8	2 144,4	7,3	6 315,2	6 565,1	4,0
Résidentiel	1 247,0	1 406,8	12,8	3 467,7	3 709,7	7,0
Non résidentiel	751,8	737,5	-1,9	2 847,5	2 855,4	0,3
Manitoba	123,8	116,6	-5,8	366,1	351,9	-3,9
Résidentiel	84,5	93,1	10,2	239,4	265,3	10,8
Non résidentiel	39,3	23,5	-40,2	126,7	86,7	-31,6
Saskatchewan	112,3	145,6	29,7	301,9	373,8	23,8
Résidentiel	84,6	94,7	12,0	189,1	258,4	36,7
Non résidentiel	27,7	50,9	83,9	112,9	115,4	2,3
Alberta	1 485,3	996,8	-32,9	3 468,2	3 655,4	5,4
Résidentiel	736,1	514,3	-30,1	2 115,7	1 817,0	-14,1
Non résidentiel	749,2	482,6	-35,6	1 352,5	1 838,4	35,9
Colombie-Britannique	939,1	946,9	0,8	2 930,3	2 700,1	-7,9
Résidentiel	746,3	670,9	-10,1	1 938,5	2 069,3	6,7
Non résidentiel	192,7	276,0	43,2	991,8	630,8	-36,4
Yukon	3,5	2,7	-22,6	23,5	8,1	-65,5
Résidentiel	3,2	1,8	-43,0	8,3	6,4	-22,8
Non résidentiel	0,3	0,9	182,5	15,3	1,7	-88,6
Territoires du Nord-Ouest	0,9	18,2	1 995,4	6,8	19,3	182,7
Résidentiel	0,8	0,1	-85,8	1,2	1,0	-18,8
Non résidentiel	0,1	18,1	16 640,7	5,6	18,3	224,9
Nunavut	0,0	0,3	8 400,0	36,8	0,4	-99,0
Résidentiel	0,0	0,0	-100,0	35,5	0,0	-99,9
Non résidentiel	0,0	0,3	...	1,3	0,3	-73,9

^r révisé

^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

■

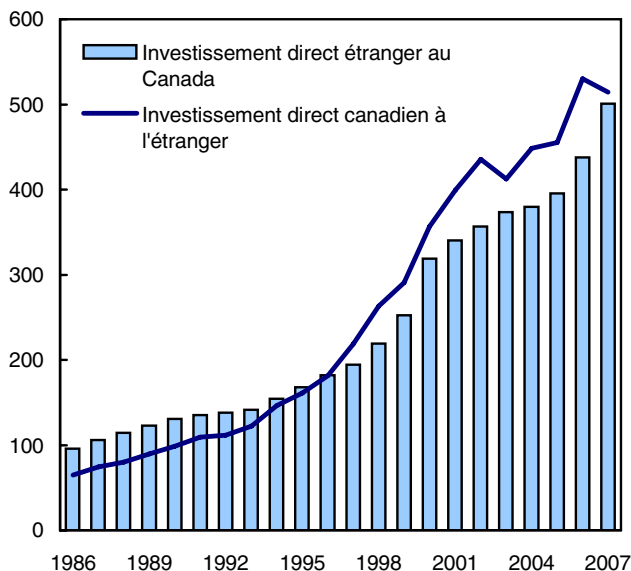
Investissement direct étranger

2007

Le niveau des investissements directs étrangers au Canada a enregistré la plus forte progression en huit ans, sous l'impulsion d'une vague ininterrompue d'acquisitions par des investisseurs étrangers, particulièrement dans des secteurs industriels basés sur les ressources. Parallèlement, les actifs des investisseurs directs canadiens ont diminué malgré d'importants flux d'investissements d'entreprises canadiennes en 2007. La hausse du dollar canadien par rapport aux principales devises étrangères a entraîné une diminution des avoirs en dollars canadiens des investissements directs à l'étranger à la fin de l'année.

Position d'investissement direct étranger

milliards de \$



Les avoirs étrangers d'entreprises canadiennes ont augmenté fortement en 2007

Les entrées d'investissements d'entreprises étrangères au Canada ont monté en flèche en 2007. Par conséquent, les avoirs en investissements directs étrangers au Canada ont atteint la barre du demi-billion de dollars à la fin de 2007, en hausse marquée de 14,4 % comparativement à 2006. La hausse s'explique principalement par une vague ininterrompue d'acquisitions d'entreprises canadiennes par des investisseurs étrangers. Les prises de contrôle par des

Note aux lecteurs

L'investissement direct est une composante du bilan des investissements internationaux qui représente l'investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une grande influence de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise.

Dans la pratique, on juge qu'il y a investissement direct lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Dans le présent rapport, l'investissement direct représente le bilan cumulatif de fin d'exercice.

Dans les statistiques canadiennes, l'investissement direct se mesure comme la valeur totale des actions et des créances nettes à long et à court terme que détiennent les entreprises à l'étranger.

L'investissement direct étranger transite souvent par des sociétés de portefeuille intermédiaires ou d'autres entités juridiques avant d'atteindre leur destination finale. Comme ces entités sont généralement dans le secteur financier, ce secteur représente une part plus grande, pour ce qui est de l'investissement immédiat, que si la destination finale était connue. Cela est particulièrement le cas en ce qui concerne l'investissement direct canadien à l'étranger.

investissements directs étrangers ont dépassé celles qui s'étaient produites à l'époque de la bulle des hautes technologies en 2000.

De l'autre côté du bilan, les investisseurs directs canadiens détenaient des actifs étrangers d'une valeur de 514,5 milliards de dollars, en baisse de 15,4 milliards de dollars comparativement à 2006. C'est la deuxième fois seulement qu'il y a eu une telle diminution annuelle dans cette série, la précédente s'étant produite en 2003. Dans les deux cas, l'appréciation du dollar canadien a joué un rôle important.

Le changement dans les avoirs de l'investissement canadien à l'étranger en 2007 peut s'expliquer par d'importants flux d'investissement dépassant légèrement 53,0 milliards de dollars, lesquels ont été plus que contrebalancés par une réévaluation à la baisse d'actifs en devises étrangères d'un peu plus de 67,0 milliards de dollars. Le dollar canadien a atteint la parité avec la devise américaine à la fin de 2007. Il a enregistré une importante hausse par rapport au dollar américain (+18 %) et à la livre sterling britannique (+16 %) et, dans une moindre mesure, par rapport à l'euro (+6 %).

Le bilan net des investissements directs s'est fortement rétréci

Le bilan net des investissements directs du Canada, soit la différence entre les investissements

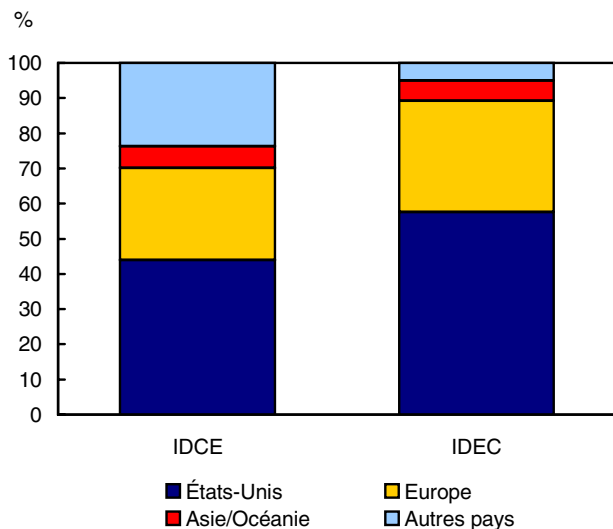
directs canadiens à l'étranger et les investissements directs étrangers au Canada, s'est rétréci pour se fixer à 13,7 milliards de dollars à la fin de 2007, en baisse comparativement à 92,2 milliards de dollars il y a un an. Il s'agit du plus petit excédent depuis que le bilan net est devenu positif en 1997.

Les acquisitions, surtout par des pays autres que les États-Unis, ont propulsé les investissements directs étrangers au Canada

Pour une deuxième année consécutive, l'augmentation des investissements par des sociétés étrangères au Canada a été surtout attribuable à de grandes acquisitions par des sociétés établies dans des pays autres que les États-Unis. Une grande partie de ces acquisitions tirent leur origine du Royaume-Uni et d'autres pays européens.

Le bilan total des investissements directs étrangers au Canada a encore été dominé par les investisseurs américains à la fin de 2007. Les sociétés américaines détenaient 58 % du total, en baisse comparativement à 61 % en 2006. Néanmoins, leurs avoirs se situaient à 288,6 milliards de dollars, en hausse de 21,4 milliards de dollars comparativement à 2006.

Investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) et investissement direct étranger au Canada (IDEC), répartition géographique, 2007



Les investissements directs en provenance du Royaume-Uni ont beaucoup augmenté pour une deuxième année consécutive (+37,5 %) et ont atteint 54,7 milliards de dollars, la progression s'expliquant surtout par des acquisitions. Les Pays-Bas,

la France, la Suisse, l'Allemagne et la Suède sont les autres pays européens qui figurent parmi les 10 pays ayant le plus d'investissements directs étrangers au Canada.

Les avoirs d'investissements directs étrangers au Canada en provenance de l'Asie et de l'Océanie ont augmenté constamment depuis cinq ans, et ce sont encore surtout les investisseurs directs du Japon qui sont en tête.

Les avoirs des investisseurs directs canadiens à l'étranger ont diminué dans la plupart des pays

Les avoirs des investisseurs directs canadiens à l'étranger ont diminué dans toutes les principales régions géographiques, surtout en raison de l'appréciation du dollar canadien. Le bilan des investissements directs avec les États-Unis a fléchi pour s'établir à 226,1 milliards de dollars, soit environ 30 % (4,3 milliards de dollars) de la diminution totale.

Bien que la proportion des investissements aux États-Unis (44 %) ait peu varié comparativement à il y a un an, elle a diminué comparativement à il y a 10 ans (51 %) étant donné que les investissements directs canadiens à l'étranger sont devenus plus diversifiés parmi les autres pays.

Les investissements directs canadiens dans les pays européens ont diminué de 5,4 milliards de dollars pour s'établir à 134,6 milliards de dollars en 2007. Le Royaume-Uni est encore le lieu de prédilection qui se classe au deuxième rang au chapitre des investissements directs canadiens à l'étranger, affichant un bilan de 54,6 milliards de dollars. L'Irlande (19,3 milliards de dollars) et la France (14,6 milliards de dollars) sont aussi en tête des 10 pays européens au chapitre des investisseurs directs canadiens.

La proportion des investissements canadiens entre entreprises dans certains pays des Caraïbes était encore élevée à la fin de 2007. Les investissements à la Barbade, aux Bahamas, aux Bermudes et aux îles Caïmans se sont élevés à 16,5 % de tous les investissements directs canadiens à l'étranger, en forte hausse par rapport à 5,4 % en 1997.

L'Australie et le Brésil, qui font partie des 10 destinations les plus prisées en ce qui a trait aux investissements des sociétés canadiennes en 2007, sont les seuls pays de la liste qui ont enregistré une augmentation de la valeur du bilan des investissements directs canadiens à l'étranger.

Les positions d'investissements directs étrangers au Canada se sont concentrées dans les secteurs de la fabrication et du pétrole et du gaz

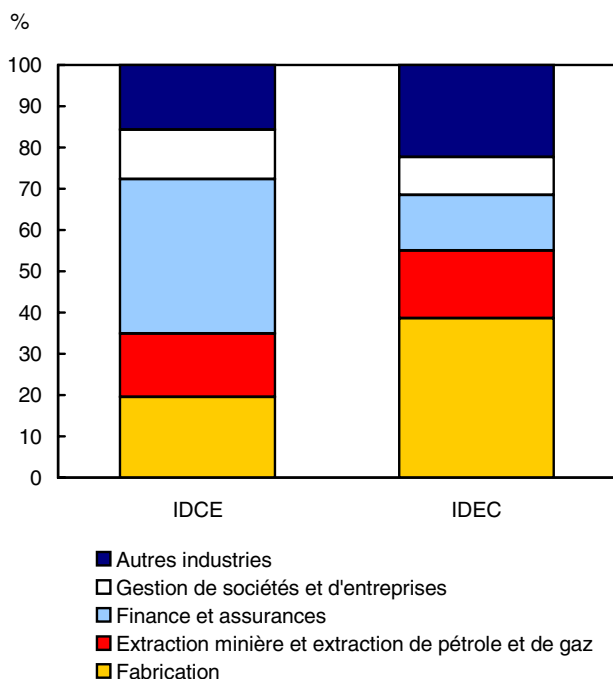
Les sociétés étrangères ont acheminé la majeure partie de leurs investissements au Canada dans les

secteurs de la fabrication et du pétrole et du gaz, qui ont représenté plus de la moitié (55,0 %) de l'ensemble des positions d'investissement direct au Canada à la fin de 2007. La proportion des investissements en provenance de l'étranger dans les secteurs de la finance, des assurances et de la gestion s'établissait à 22,7 %.

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont privilégié les secteurs de la finance, des assurances et de la gestion

Par ailleurs, les investisseurs directs canadiens ont consacré près de la moitié de leurs investissements à l'étranger (49,4 %) aux secteurs de la finance, des assurances et de la gestion. Les investissements dans les secteurs de la fabrication, de l'exploitation minière et du pétrole et du gaz à l'étranger ont représenté 34,9 % de tous les investissements à l'étranger.

Investissement direct canadien à l'étranger (IDCE) et investissement direct étranger au Canada (IDEC), répartition par industrie, 2007



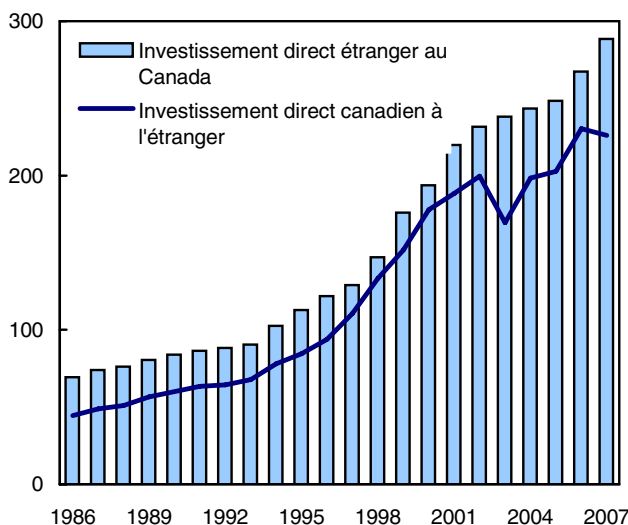
À la fin de 2007, le Canada avait un bilan net négatif de ses investissements directs avec des partenaires importants comme les États-Unis, la France, le

Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Suisse et le Japon. Le Canada avait un bilan net positif de ses investissements directs avec la plupart de ses autres partenaires.

Le bilan net des investissements directs du Canada avec les États-Unis était négatif, à hauteur de 62,5 milliards de dollars, soit une position déficitaire qui a augmenté de 25,5 milliards de dollars au cours de l'année. La situation s'explique surtout par l'effet, sur le bilan des investissements directs canadiens, de l'appréciation de la devise canadienne comparativement au dollar américain.

Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis

milliards de \$



Données stockées dans CANSIM : tableaux 376-0038 et 376-0051 à 376-0054.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1537.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-1855 (infobalance@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Christian Lajule au 613-951-2062 (christian.lajule@statcan.ca), Division de la balance des paiements.

□

Positions d'investissement direct étranger en fin d'année

	2004	2005	2006	2007
	milliards de \$			
Investissement direct canadien à l'étranger				
États-Unis	198,5	202,7	230,4	226,1
Royaume-Uni	44,4	47,7	58,0	54,6
Barbade	27,1	33,6	38,6	36,2
Irlande	19,9	20,0	19,6	19,3
Îles Caïmans	9,7	9,3	18,5	17,5
Bermudes	12,4	12,9	22,6	17,4
France	14,3	14,6	15,4	14,6
Bahamas	7,5	9,7	14,5	13,7
Australie	8,2	8,0	6,9	8,9
Brésil	7,3	6,8	8,4	8,8
Tous les autres pays	99,5	90,0	97,2	97,2
Total	448,5	455,2	530,0	514,5
Investissement direct étranger au Canada				
États-Unis	243,3	248,5	267,2	288,6
Royaume-Uni	25,3	29,5	39,8	54,7
Pays-Bas	20,0	21,2	24,7	31,5
France	33,4	28,3	16,9	17,4
Suisse	7,8	12,2	13,9	13,8
Japon	9,9	10,5	12,9	13,4
Brésil	1,9	3,1	11,9	12,8
Allemagne	7,6	9,6	10,3	10,5
Suède	2,1	2,2	2,3	8,5
Tous les autres pays	22,8	24,0	30,2	41,0
Total	379,4	395,2	437,8	500,9

■

Bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et autres activités liées à l'immobilier

2006

Le revenu total d'exploitation déclaré par le secteur des bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier a augmenté de 8,1 % en 2006 par rapport à l'année précédente, pour s'établir à 10,6 milliards de dollars.

Le secteur de l'immobilier au Canada a bénéficié d'une forte demande soutenue qui a fait augmenter les ventes et gonfler les prix de l'immobilier.

En raison de la croissance économique constante, les prix et le volume des ventes dans l'immobilier ont continué d'augmenter malgré une légère hausse des taux hypothécaires. L'Indice national des prix des logements neufs de Statistique Canada a progressé de 9,7 % en 2006, ce qui représente près de cinq fois le taux d'inflation.

Le marché immobilier en Alberta a continué de prospérer en 2006. Pour une deuxième année consécutive, cette province arrivait en tête de la croissance nationale, ayant affiché une hausse de 37 % des revenus d'exploitation.

Le Manitoba a également enregistré une croissance annuelle d'au moins 10 % (+19 %) en 2006. Cependant, dans le centre du Canada, le taux de croissance était beaucoup plus modeste.

Les ventes de biens immobiliers en Ontario représentent environ la moitié des revenus d'exploitation du secteur des bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier, ce qui est bien plus qu'en Colombie-Britannique (19 %) et qu'en Alberta (13 %).

Ces secteurs sont dominés par les bureaux d'agents et de courtiers en immeubles, qui génèrent 87 % du total des revenus.

Données stockées dans CANSIM : tableau 352-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4706.

Les données de 2006 sur le secteur des bureaux d'agents, de courtiers en immeubles et d'évaluateurs de biens immobiliers et des autres activités liées à l'immobilier sont maintenant offertes. Ces données portent sur les revenus et les dépenses, par province et territoire.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sylvain Lalonde au 613-951-2867 (sylvain.lalonde@statcan.ca), Division des industries de service. ■

Services de design spécialisé

2006

Les entreprises de design spécialisé ont généré 2,5 milliards de dollars en revenus d'exploitation en 2006, en hausse de 9 % par rapport à l'année précédente.

Près des deux tiers de la croissance des revenus d'exploitation sont attribuables aux entreprises de design d'intérieur, qui sont très associées aux activités de construction et de rénovation. Elles ont affiché une croissance de 19 % des revenus. Les services de design graphique, de design industriel et des autres services de design spécialisé ont enregistré des croissances de moins de 10 % des revenus.

La classe des services de design graphique, qui est la plus grande du groupe des services de design spécialisé, a inscrit le plus faible taux de croissance (+4 %). Les entreprises de design graphique ont représenté la moitié des revenus d'exploitation du groupe des services de design spécialisé, mais elles n'ont été à l'origine que du quart environ de la croissance des revenus.

En Ontario, les revenus d'exploitation totaux ont stagné par rapport à l'année précédente, la modeste augmentation des revenus des entreprises de design d'intérieur ayant été effacée par les reculs enregistrés dans les autres classes. Les entreprises ontariennes ont généré la moitié des revenus d'exploitation totaux au pays.

La croissance des revenus au pays a été attribuable essentiellement aux hausses affichées par les entreprises de design d'intérieur de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et du Québec.

Les dépenses d'exploitation ont augmenté moins rapidement que les revenus d'exploitation, ce qui a fait progresser légèrement le bénéfice d'exploitation. La marge bénéficiaire d'exploitation a atteint 12 %, comparativement à 11 % l'année précédente. Les traitements, les salaires et les avantages sociaux représentaient toujours près du tiers des dépenses d'exploitation totales.

Nota : L'Enquête annuelle sur les services de design spécialisé vise quatre classes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, soit les services de design d'intérieur (54141), les services

de design industriel (54142), les services de design graphique (54143) et les autres services spécialisés de design (54149). Avant l'année de référence 2006, elle portait aussi sur les services d'architecture paysagère (541320), qui font maintenant partie de l'Enquête annuelle sur les services d'architecture.

Données stockées dans CANSIM : tableau 360-0002.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4719.

Les résultats de l'Enquête annuelle sur les services de design spécialisés pour 2006 sont maintenant offerts.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Saad Gouled au 613-951-6701; télécopieur : 613-951-6696 (saad.gouled@statcan.ca) ou avec Kyoomars Haghandish au 613-951-6304; télécopieur : 613-951-6696 (kyoomars.haghandish@statcan.ca), Division des industries de service. ■

Personnel affecté à la recherche et au développement

1996 à 2005

La croissance du nombre de personnes menant des activités de recherche et développement (R-D) au Canada, tels que les chercheurs, les techniciens et les employés de soutien, a ralenti considérablement en 2005.

Un total de 213 930 chercheurs, techniciens et autres employés de soutien équivalents temps plein ont mené des activités de R-D en 2005, en hausse de 3,8 % par rapport à l'année précédente. Il s'agit d'un taux de croissance nettement inférieur à celui de 6,7 % enregistré en 2003.

Le nombre de personnes menant ces activités a augmenté de 48,4 % entre 1996 et 2005, principalement

en raison du recrutement de chercheurs dans le secteur des entreprises commerciales.

Ensemble, le secteur des entreprises commerciales et le secteur de l'enseignement supérieur employaient plus de 8 nouveaux chercheurs sur 10 en 2005.

Les chercheurs représentaient 63 % de tout le personnel ayant des activités de R-D au Canada en 2005. Toutefois, la Colombie-Britannique (70 %), l'Alberta (66 %) et l'Ontario (65 %) étaient les seules provinces à compter des proportions plus fortes de chercheurs parmi leur personnel affecté à la R-D que la moyenne nationale.

Le secteur des entreprises commerciales a vu sa part de personnel affecté à la R-D passer de 55 % en 1996 à 64 % en 2005.

Par ailleurs, au cours de la même période, le secteur de l'enseignement supérieur a vu sa part de personnel affecté à la R-D diminuer, pour passer de 32 % en 1996 à 27 % en 2005. Cela rend compte de l'augmentation plus importante du nombre d'employés menant des activités de R-D dans le secteur des entreprises commerciales.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 4201, 4204, 4208, 4209, 4210, 4212 et 5109.

Le bulletin de service *Statistique des sciences*, vol. 32, n° 1 (88-001-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Michael Lynch au 613-951-2201 (michael.lynch@statcan.ca) ou avec Louise Earl au 613-951-2880 (louise.earl@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique. ■

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.